

UNAT GRAND EST
Union Nationale des Associations de Tourisme et de plein air Grand Est
régie par la Loi du 1er juillet 1901
Siège Social : Abbaye des Prémontrés
9, rue Saint Martin
54700 PONT-A-MOUSSON

Siret : 434 232 156 00032

RAPPORT du COMMISSAIRE aux COMPTES
sur les COMPTES ANNUELS
Exercice clos le 31 décembre 2024

À l'Assemblée générale de l'association,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association UNAT GE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport d'activités et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Nous souhaitons toutefois préciser le point suivant :

Compte tenu de la tenue de votre Conseil d'Administration d'arrêté des comptes et de votre Assemblée Générale annuelle le même jour, les délais normalement appliqués pour garantir une bonne communication aux membres n'ont pu être respectés. Dans la mesure où nous avons l'obligation de préciser dans ce rapport l'organe compétent pour arrêter les comptes annuels, nous n'avons pas pu mettre à disposition des membres de l'association notre rapport 15 jours avant l'Assemblée Générale.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative.

Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Fait à Villers-Lès-Nancy, le 11 juin 2025

EXPERTIS Partenaires & Associés
Commissaire aux Comptes

Un Associé,



Frédéric MORELLI
Commissaire aux Comptes

Annexe

Description détaillée des responsabilités du commissaire aux comptes

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Bilan Actif et Passif

BILAN-ACTIF	Brut	Amort. et dépréciations	Net au 31/12/2024	Net au 31/12/2023	Variation 1
Frais d'établissement					
Frais de recherche et de développement					
Donations temporaires d'usufruit					
Concessions, brevets et droits assimilés					
Droit au bail					
Autres Immob. incorporelles / Avances et acomptes					
Immobilisations incorporelles					
Terrains					
Constructions					
Installations techniques, matériel et outillage					
Autres immobilisations corporelles	7 676	6 818	858	2 349	-1 491
Immob. en cours / Avances et acomptes					
Immobilisations corporelles	7 676	6 818	858	2 349	-1 491
Participations et créances rattachées					
TIAP & autres titres immobilisés					
Prêts					
Autres immobilisations financières					
Immobilisations financières (1)					
Actif Immobilisé	7 676	6 818	858	2 349	-1 491
Matières premières et autres approv.					
En cours de production de biens					
En cours de production de services					
Produits intermédiaires et finis					
Marchandises					
Stocks					
Avances et acomptes versés sur commandes					
Usagers et comptes rattachés	8 282		8 282	32 416	-24 134
Créances reçues par legs ou donations					
Autres créances	57 521		57 521	44 781	12 740
Créances (2)	65 802		65 802	77 197	-11 394
Valeurs mobilières de placement					
Instruments de trésorerie	198 708		198 708	252 310	-53 602
Disponibilités	80		80	80	
Charges constatées d'avance	198 788		198 788	282 310	-53 522
Divers	264 591		264 591	329 507	-64 916
Actif Circulant					
Charges à répartir sur plusieurs exercices					
Prime de remboursement des obligations					
Ecart de conversion - Actif					
Total Actif	272 267	6 818	265 449	331 856	-66 407
Immos financières (1) Dont à moins d'un an (brut)					
Créances (2) Dont à moins d'un an (brut)					

BILAN-PASSIF	Net au 31/12/2024	Net au 31/12/2023	Variation 1
Fonds associatifs sans droit de reprise			
Ecart de réévaluation			
Réserves indisponibles			
Réserves statutaires ou contractuelles			
Réserves réglementées			
Autres réserves	166 230	166 230	
Report à nouveau	-943	-943	-943
Résultat	10 718		11 662
Fonds propres consommables			
Subventions d'investissement			
Provisions réglementées	400	1 283	-883
Fonds propres	178 405	166 569	9 836
Apports			
Legs et donations			
Subventions affectées			
Fonds associatifs avec droit de reprise			
Résultat sous contrôle			
Droit des propriétaires			
Autres fonds associatifs			
Fonds reportés liés aux legs ou donations			
Fonds dédiés		725	-725
Fonds dédiés		725	-725
Provisions pour risques			
Provisions pour charges			
Provisions pour risques et charges			
Emprunts obligataires convertibles			
Autres emprunts obligataires			
Emprunts et dettes auprès des étab. de crédit			
Emprunts et dettes financières diverses (2)			
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	28 264	11 313	16 951
Dettes fiscales et sociales	23 972	22 390	1 582
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes	36 808	130 859	-94 051
Instruments de trésorerie			
Dettes (1)	89 044	164 562	-75 518
Produits constatés d'avances (1)			
Ecart de conversion - Passif			
Total Passif	265 449	331 856	-66 407
Dettes et PCA (1) Dont à plus d'un an			
Dettes et PCA (1) Dont à moins d'un an			
Emprunts et dettes diverses (2) Dont concours bancaires			
Emprunts et dettes diverses (2) Dont emprunts participatifs			

Compte de résultat

Compte de résultat		du 01/01/2024 au 31/12/2024	du 01/01/2023 au 31/12/2023	Variation valeur 1
Cotisations		19 639	18 946	593
Ventes de biens (hors dons en nature)				
Ventes de dons en nature		46 330	42 663	3 677
Ventes de prestations de service (hors parrainage))				
Parrainages				
Ventes de biens et services		46 330	42 663	3 677
Concours publics et subventions d'exploitation		282 423	278 644	3 779
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation co				
Dons manuels				
Mécénats		3 600	3 200	400
Legs, donations et assurances-vie				
Ressources liées à la générosité du public		3 600	3 200	400
Contributions financières		3 000		3 000
Produits de tiers financeurs		289 023	281 844	7 179
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et tr				
Utilisations des fonds dédiés		725		725
Production immobilisée et en-cours de production				
Autres produits		1 104	1 476	-372
PRODUITS D'EXPLOITATION		366 722	344 919	11 803
Achats de marchandises				
Variation de stock				
Autres achats et charges externes		76 445	63 479	12 966
Aides financières			27 992	-27 992
Impôts, taxes et versements assimilés		2 679	3 022	-343
Salaires et traitements		190 679	186 941	3 738
Charges sociales		66 605	59 762	6 843
Dotations aux amortissements et aux dépréciations		1 491	1 940	-449
Dotations aux provisions				
Reports en fonds dédiés				
Autres charges		9 291	9 555	-264
CHARGES D'EXPLOITATION		347 190	362 691	-6 501
Résultat d'exploitation		9 532	-7 772	17 304
De participation				
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilis				
Autres intérêts et produits assimilés		304	258	46
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de char				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placemen				
PRODUITS FINANCIERS		304	258	46
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provi				
Intérêts et charges assimilés				
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placeme				

Compte de résultat

Autres charges financières				
CHARGES FINANCIERES				
Résultat Financier		304	288	46
Résultat courant avant impôts		9 836	-7 814	17 350
Sur opérations de gestion				
Sur opérations en capital		883	1 571	-688
Reprises sur prov., dépréciations et transferts de charges			5 000	-5 000
PRODUITS EXCEPTIONNELS		883	6 571	-5 688
Sur opérations de gestion				
Sur opérations en capital				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux prov.				
CHARGES EXCEPTIONNELLES				
Résultat exceptionnel		883	6 571	-5 688
Participation des salariés aux résultats				
Impôts sur les bénéfices				
EXCÉDENT OU DÉFICIT		10 718	-943	11 662
Dons en nature				
Prestations en nature				
Bénévolat				
TOTAL				
Secours en nature				
Mises à disposition gratuite de biens				
Prestations en nature				
Personnel bénévole				
TOTAL				

I - Préambule

Préambule

Présentation de l'association

L'association UNAT GRAND EST créée le , domiciliée au 9 rue Saint-Martin 54700 PONT A MOUSSON a pour activité .

Présentation de l'exercice

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024. .

Les notes et les tableaux présentés ci-après, constituent l'annexe et font partie intégrante des comptes annuels de l'exercice.

Objet social

Les missions de UNAT :

Les UNAT en région assurent au plan local et sur les territoires, la promotion et le développement du tourisme ancré dans l'économie sociale et solidaire.

Les UNAT en région sont les représentants de la filière du tourisme social et solidaire dans leur région et revendiquent leur appartenance à l'économie sociale et solidaire au sens de la loi du 31 Juillet 2014.

L'UNAT GRAND EST a pour objet :

- 1) l'étude en commun de toutes les questions relatives à l'organisation et au développement régional du tourisme, des loisirs et des activités de plein air, ainsi que des directives à donner dans le cadre d'une action concertée et coordonnée avec l'UNAT.
- 2) la défense des intérêts régionaux du tourisme, du tourisme social et solidaire en particulier, et des adhérents de l'UNAT Grand Est par l'étude et l'organisation de tous services de nature à assurer cette défense et par l'exercice, en concertation avec l'UNAT, de toutes actions pertinentes visant ce but.
- 3) la représentation de l'UNAT, des intérêts régionaux du tourisme, du tourisme social et solidaire en particulier et des adhérents du l'UNAT Grand Est au sein des instances territoriales mises en place par les pouvoirs publics et les collectivités et au sein des instances de l'économie sociale et solidaire et du dialogue civitl.
- 4) l'animation du réseau des structures adhérentes pour le développement d'une dynamique touristique territoriale locale, départementale et régionale.

Faits caractéristiques de l'exercice

La convention entre TERRE D'EST et UNAT GRAND EST a pris fin en 2023 et n'impacte plus l'activité en 2024.

Renseignements généraux

II - Principes et méthodes comptables

Principes et méthodes comptables

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31/12/2024 ont été élaborés et présentés conformément aux dispositions du Code de commerce et aux dispositions prévues par l'Autorité des Normes Comptables du règlement n°2018-06 du 5 décembre 2018 et du règlement n°2019-04 du 8 novembre 2019, ainsi que celles du règlement n°2014-03 relatif au Plan Comptable Général.

L'association UNAT GRAND EST perçoit les budgets "bourses d'aides aux départs" pour les séniors et les juniors.

Ces budgets sont cédés par diverses collectivités et institutions (Conseil Régional Grand Est, Départ, caisses de retraites et mutuelles). Ces sommes ne sont pas intégrées à la gestion propre de l'Association. Ces sommes perçues sont comptabilisées dans un compte de tiers mandant en compte 467.

Au 31 décembre 2022, elles étaient à reverser pour 117 000 €.

Au 31 décembre 2023, elles sont à reverser pour 61 706 80€

Au 31 décembre 2024, elles sont à reverser pour 39 606 80€

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément au règlement ANC n°2014-03 du 5 juin 2014, relatif au plan comptable général et ses règlements modificatifs, ainsi que ses adaptations aux associations et fondations. - notamment le règlement n°2018-06 du 5 décembre 2018, relatifs aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité d'exploitation, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Les notes et les tableaux présentés ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Changements comptables

Les méthodes d'évaluation et de présentation retenues pour cet exercice n'ont fait l'objet d'aucune modification par rapport à l'exercice précédent.

III - Postes de l'actif du bilan

Etat des immobilisations

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition.

Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- Mobilier : 10 ans
- Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- Matériel informatique : 3 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine. L'entreprise a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

IV - Etat des créances

Créances		Montant brut	A 1 an au plus	A plus de 1 an
De l'actif immobilisé	Créances rattachées à des participations			
	Prêts (1)			
	Autres immobilisations financières			
De l'actif circulant	Clients, usagers, et comptes rattachés	62 866		62 866
	Autres créances clients, usagers, adhérents	8 282		8 282
	Personnel et comptes rattachés	19	19	
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux			0
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée			
	Autres impôts taxes et versements assimilés	36 000		36 000
	Divers			
De l'actif circulant	Confédération, fédération, union, associations affiliées			
	Débiteurs divers	18 486		18 486
	Charges constatées d'avance	80		80
Total général		62 866		62 866
(1) Dont prêts accordés en cours d'exercice				
(1) Dont remboursements obtenus en cours d'exercice				

V - Informations passif bilan

Postes de passif du bilan

Subventions d'investissement

Les subventions d'investissement reçues des collectivités publiques et des organismes assimilés au titre des biens immobilisés sont portées au poste "Subventions d'investissement" au sein des capitaux propres et sont reprises au compte de résultat proportionnellement à l'amortissement des biens concernés.

Fonds dédiés

Le règlement n°2018-06 de l'Autorité des Normes Comptables, prévoit la comptabilisation de la partie des ressources dédiées par des financeurs à des projets définis, qui, à la clôture de l'exercice, n'a pas pu être utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard.

Ainsi, l'engagement d'emploi pris par le bénéficiaire envers le financeur est inscrit en charges d'exploitation dans le compte 689 sous la rubrique « engagements à réaliser sur ressources affectées » et au passif du bilan dans le compte 194 « fonds dédiés sur subvention de fonctionnement ». A l'ouverture de l'exercice suivant, les sommes inscrites sous cette rubrique sont reprises au compte de résultat au rythme de la réalisation des engagements par le crédit du compte 789 « report des ressources non utilisées des exercices antérieurs ».

Une provision pour Fonds dédiés a été constatée pour 725€ suite à la non réalisation sur 2022 de l'action Vac'séniors et repris en 2024. Tous les budgets liés aux autres subventions d'exploitations ont bien été engagés sur 2024.

Provisions pour risques et charges

Une provision pour risques et charges, est comptabilisée dès qu'il existe une obligation juridique ou implicite découlant d'événements passés, nettement précisée quant à son objet, dont le montant peut être estimé de manière fiable et dont il est probable qu'une sortie de ressources, sans contrepartie au moins équivalente, sera nécessaire pour étendre l'obligation.

Produits constatés d'avance :

Néant

Tableau de variation des fonds propres (ANC 2019-04)

Variation des fonds propres	A l'ouverture exerc.	Affectation résultat	Augm.	Diminution / Consommation	A la clôture exerc.
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves (1)	-166 230				-166 230
Report à nouveau (2)		943			-943
Excédent ou déficit de l'exercice (3)	-943	-943	10 718		
Situation nette					
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	1 283			883	400
Provisions réglementées					
Total	-165 880	0	10 718	883	-166 773
(1) Dont acti. Sociales/médo-co-sociales sous gest. contrôlée					
(2) Dont acti. Sociales/médo-co-sociales sous gest. contrôlée					
(3) Dont acti. Sociales/médo-co-sociales sous gest. contrôlée					

Tableau de détermination du résultat effectif global de l'entité

Rubrique	Exercice N	Exercice N-1
Résultat comptable	10 718	
Reprise du résultat antérieur		
Excédent ou déficit effectif global	10 718	
Dont résultat effectif sous gestion propre	10 718	
Dont résultat effectif sous gestion contrôlée		

Tableau de variation des fonds dédiés

Variation des fonds dédiés	A l'ouverture exerc.	Report	Utilisations
Subventions d'exploitation (1)			Dont remboursements
Contributions financières d'autres organismes (1)	725		725
Fonds dédiés Vac'séniors	725		725
Ressources liées à la générosité du public (1)			
Total	725		725

Variation des fonds dédiés	A la clôture de l'exercice		Dont fonds dédiés corresp. à des projets ss déprécié au cours des 2 derniers exerc.
	Transferts	Montant global	
Subventions d'exploitation (1)			
Contributions financières d'autres organismes (1)			
Fonds dédiés Vac'séniors			
Ressources liées à la générosité du public (1)			
Total			

VI - Etat des dettes

Dettes	Montant brut	A 1 an au plus	A 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires (1)				
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit (1)	0		0	
- à un an maximum à l'origine			0	
- à plus d'un an à l'origine				
Emprunts et dettes financières diverses (1)				
Fournisseurs et comptes rattachés	28 264	28 264		
Personnel et comptes rattachés	8 214	8 214		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	15 470	15 470		
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée				
Autres impôts, taxes et versements assimilés	288	288		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Confédération, fédération, union, associations affiliées				
Autres dettes	36 808	36 808		
Produits constatés d'avance		0		
Total général	88 044	88 044	0	
(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(1) Emprunts remboursés en cours d'exercice				

VII - Informations complémentaires

Ventilation des subventions

	Montant
Répartition par secteur d'activité	
GRAND EST - FONCTIONNEMENT/DIGITALISATION/EMPLOI ASSOCIATION	162 467
ALSACE - FONCTIONNEMENT	36 600
INTERREG	6 486
FONJEP - EMPLOIS 2 SALARIES 2024	1 070,50
CONSEIL DEP 54 - PROGRAMME ACTIONS 2024	8 000
ADEME	15 000
FDA SOUTIEN FORMATION	18 800
FNADT ALSACE 2024	36 000
Total	282 423
Répartition par secteur géographique	
GRAND EST	282 423
Total	282 423

Honoraires des commissaires aux comptes

Le montant total des honoraires des commissaires aux comptes figurant au compte de résultat de l'exercice est de 3 200 euros, décomposés de la manière suivante :

- honoraires facturés au titre du contrôle légal des comptes : 3 200€ pour 2024
- honoraires facturés au titre des conseils et prestations de services entrant dans les diligences d'accreditation liées à la mission de contrôle légal des comptes, telles qu'elles sont définies par les normes d'exercice professionnel mentionnées au II de l'article L. 822-11 : 0€